

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER

Jean CHEVASSU et Alain VALETTE

**QUELQUES REFLEXIONS SUR LES OPTIONS DE BASE
EN MATIERE DE POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT**

Document de travail

Avril 1977

CENTRE DE PETIT BASSAM SCIENCES HUMAINES

BP 4293 ABIDJAN CÔTE D'IVOIRE

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER

Jean CHEVASSU et Alain VALETTE

QUELQUES REFLEXIONS SUR LES OPTIONS DE BASE
EN MATIERE DE POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT

Avril 1977

CENTRE ORSTOM DE PETIT-BASSAM -- SCIENCES HUMAINES
BP. 4293 ABIDJAN - COTE D'IVOIRE

AVERTISSEMENT

Le texte proposé ici doit servir d'introduction à un rapport en cours d'élaboration et intitulé : "Industrialisation et développement économique en Côte d'Ivoire".

En conséquence, les auteurs prient le lecteur de ne pas oublier la finalité originelle de ce document : préciser quelques points importants de théorie, fournir le cadre de référence d'une démonstration ultérieure, annoncer une argumentation.

Dans sa forme présente, il ne s'agit donc que d'un rapport provisoire de réflexion.

SOMMAIRE

	Pages
I) L'ANALYSE CLASSIQUE DU SOUS-DEVELOPPEMENT	3
II) L'ANALYSE MARXISTE DU SOUS-DEVELOPPEMENT	7
III) QUELLE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT POUR L'AFRIQUE ? ..	13
IV) QUELLE STRATEGIE POUR LA COTE D'IVOIRE ?	22

La "révolution industrielle" qui a pris naissance dans les "pays développés" actuels aux XVIIIe et XIXe siècles a eu une conséquence décisive sur la transformation des structures économiques et sociales du reste du monde, et tout particulièrement sur celles des régions colonisées. Ainsi, quand les premiers chefs d'Etat africains ont pu prendre en main la destinée de leur pays, au milieu du XXe siècle, ont-ils hérité d'une situation caractérisée :

- d'un côté, par ce que François PERROUX appelle la "non-couverture des coûts de l'homme", c'est-à-dire par "l'insatisfaction des besoins primaires d'alimentation, de santé, d'éducation et de logement" de la majeure partie de la population. Un tel critère de paupérisation est bien entendu relatif et se définit par rapport aux modèles de consommation occidentaux, ce qui se justifie si l'on considère que c'est en référence au modèle des pays industrialisés, qu'est perçu l'état que l'on qualifie de "sous-développement". En Afrique, en effet, la destruction des modes de vie ancestraux par la mise en contact avec la civilisation européenne était suffisamment prononcée pour que la croissance du niveau de vie matériel de la population devienne une contrainte pour tout nouveau gouvernement souhaitant se maintenir au pouvoir.

- d'un autre côté, ces économies se caractérisaient par leur "dualisme", c'est-à-dire la juxtaposition d'un vaste secteur d'économie traditionnelle conservant des formes de production précapitalistes, et d'un secteur moderne appartenant à des agents de l'ex-puissance coloniale. La logique des directions étrangères n'était pas la recherche d'une plus grande intégration à l'ensemble de l'économie nationale, mais celle de la maximisation des profits au niveau international.

Ce sont ces caractéristiques structurelles aussi bien au niveau de la consommation que de la production qui sont à l'origine de la prise de conscience du phénomène du sous-développement au cours de la période contemporaine. C'est ce qui explique la volonté de croissance et la recherche du progrès constatées dans la majorité des Etats africains. Cet objectif coïncide, paradoxalement, avec la remise en cause de la croissance, dans les pays industrialisés, par ceux que Claude JESSUA appelle "les économistes des différentes chapelles de la Nouvelle Gauche" (GALBRAITH, E.J. MISHAN, les jeunes néo-marxistes radicaux aux Etats-Unis et en Europe de l'Ouest) (1). Les recherches sur les limites de la croissance se sont, d'ailleurs, concrétisées récemment avec le rapport du Club de Rome (2), dont la conclusion rejoint celle du courant écologiste pour affirmer que la croissance exponentielle de la population et de la production deviendra vite impossible dans notre "monde fini".

Quel que soit la valeur de cette thèse, la vision insupportable de l'état de sous-développement nous fait pencher du côté de ceux qui affirment que la croissance faible ou nulle n'est qu'une "idée de riches". Pour les pays non industrialisés elle n'offre que "misère et désespoir".

En ce sens, il nous paraît erroné d'affirmer comme le font certains, que le repli sur soi, c'est-à-dire le recours à l'autonomie technologique, n'ait pas de conséquences graves pour les pays en voie de développement, quand les conditions pour un retour à leur propre structure de consommation ne sont pas remplies, à moins d'accepter de très lourds sacrifices humains.

(1) "Que penser de cette croissance 0 % ?" in "La croissance économique" Cahiers français N° 161, Juillet-Août 1973, p. 12.

(2) MEADOWS DENNIS L. et autres : "Halte à la croissance ?" traduit de l'américain par Janine DELAUDRY, Fayard 1972.

Aussi, le principal problème des nouveaux dirigeants africains revenait-il à définir une stratégie apte à créer une meilleure intégration des structures de production et des structures de consommation internes. Mais, si la politique mise en oeuvre dans les divers Etats africains s'écarte tant du cadre théorique dans lequel ils se situaient au départ, n'est-ce pas que les grandes théories et les solutions qu'elles proposent sont inadaptées à ces pays ?

I - L'ANALYSE CLASSIQUE DU SOUS-DEVELOPPEMENT

Nous allons rappeler brièvement les principes fondamentaux de la théorie classique et les solutions préconisées.

1) Les fondements de la théorie libérale

Deux éléments fondamentaux de la théorie émise par les premiers classiques, RICARDO et Adam SMITH, et adoptés par les auteurs marginalistes et les théoriciens néo-classiques de la croissance équilibrée, excluent la possibilité d'une situation durable de sous-développement.

a) En premier lieu, d'après leur conception de la croissance le sous-développement n'est qu'un simple retard.

L'entreprise peut se définir comme "la combinaison par l'entrepreneur du capital et du travail". Le processus économique dépend de la formation du capital et des capacités productives du travail qui font apparaître un surplus à l'intérieur du cadre national. L'augmentation de la productivité accroît le flux de revenu réel et entraîne une

diversification de la demande. L'élargissement du marché favorise à son tour l'accumulation du capital et la division du travail. En faisant certaines hypothèses de plein emploi, de concurrence parfaite, d'homogénéité de produits...et si sur une période déterminée on se donne un accroissement constant du stock de capital, on obtient un rapport constant entre le capital et le produit. C'est autour de cette conception de la croissance que les théoriciens de la croissance équilibrée, tels HARROD et DOMAR, ont construit leur modèle.

Pour ces auteurs, s'il existe des pays moins développés le mal provient de ce que les divers éléments qui conditionnent l'augmentation du capital et du travail ne sont pas répartis en proportions harmonieuses. La main-d'oeuvre qui est abondante manque d'entrepreneurs habiles et compétents à cause de l'insuffisance d'instruction à tous les niveaux. L'infrastructure n'est pas développée à cause d'une mauvaise administration publique. Le taux d'épargne est trop faible à cause des bas revenus et des mentalités traditionnelles.

b) En second lieu, les relations économiques internationales pourront suppléer efficacement à l'incapacité interne au développement.

Selon les principes de l'avantage comparatif émis par RICARDO tous les partenaires de la spécialisation internationale devraient bénéficier de la baisse des coûts de production liés à l'échange. La réduction des écarts entre les systèmes se fait donc par l'intermédiaire des échanges commerciaux. En effet, dans un marché de plein emploi, où règne la concurrence parfaite, où les coûts de transport sont supposés nuls, où les rendements d'échelle sont constants et en l'absence de progrès technique, les mécanismes régissant les prix "naturels" rétabliront l'équilibre entre les nations.

Depuis Adam SMITH, les classiques ont introduit la mobilité du capital comme moyen d'égaliser les revenus par tête entre nations. Tandis que pour certains auteurs néo-classiques, dont W.W. ROSTOW (1) est le principal porte-parole, le déplacement de la main-d'oeuvre doit accompagner le transfert des capitaux et des techniques modernes pour assurer la convergence des systèmes.

Tous les économistes néo-classiques ont un point commun : le respect du mécanisme des prix permettra à l'économie de marché de donner à chacun ses meilleures chances de développement. Ils ne promettent pas à tous les pays d'atteindre le même niveau de richesses, à cause de l'influence significative du troisième facteur de production, la terre, ou les ressources naturelles en général, propres à chaque nation.

2) Les solutions néo-classiques

Les auteurs néo-classiques ont toutefois pris conscience que les imperfections du marché qui régissent les relations économiques sont devenues trop importantes pour que le mécanisme des prix puisse rétablir l'équilibre par le simple "laissez faire".

Les solutions préconisées visent à rendre le marché plus "fluide" grâce à l'intervention de l'Etat sous la forme de subventions aux entreprises, au développement des ressources naturelles, aux investissements publics dans l'infrastructure, à la formation et à l'enseignement, ... Mais la caractéristique générale de toutes ces interventions est qu'elles contribuent à maintenir les mécanismes fondamentaux de l'économie de marché : la propriété privée des moyens de production et les droits qui en découlent.

On part du principe que l'accumulation du capital est abondante dans les pays industrialisés, tandis que les

(1) W.W. ROSTOW : "Les étapes de la croissance économique".
Collection "Point". Le Seuil. 1970.

occasions d'investissement y sont de moins en moins avantageuses. A condition de leur assurer des taux de rentabilité supérieurs à ceux de leur région d'origine et des garanties de sécurité, les capitalistes étrangers seraient prêts à venir implanter des industries là où leur efficacité marginale est supérieure. Ce transfert va se traduire dans le pays d'accueil par :

- une élévation des capacités nationales d'accumulation du capital et de l'épargne,
- la transmission des comportements économiques modernes,
- le développement d'une infrastructure économique moderne et efficiente,
- le versement d'impôts et taxes qui permettront de financer le développement (1).

Ainsi, le respect du libre échange de produits associé à la libre circulation des facteurs de production doit permettre aux pays avancés de transmettre la croissance aux nations attardées qui traverseront chacune des phases qui ont été suivies par les pays industrialisés.

C'est dans ce cadre théorique que se sont situés les dirigeants ivoiriens dans les années 1960, où il s'agissait d'après les "Perspectives Décennales" de réunir les conditions du "take off" définies par W.W. ROSTOW.

Si les dirigeants ivoiriens ont été contraints d'intervenir de plus en plus fréquemment dans les mécanismes du marché, c'est que cette analyse est insuffisante pour permettre de franchir les différentes étapes du sous-développement. En effet, comme François PERROUX a été l'un des premiers à le montrer, le sous-développement n'est pas seulement un retard de croissance, il est aussi un phénomène structurel, un "blocage de croissance" (2). Les

(1) cf. à ce titre le rapport PEARSON : "Vers une action commune pour le développement du Tiers-Monde". Paris, Ed. Denoël, 1969.

(2) F. PERROUX : "Trois outils pour l'analyse du sous-développement". Cahiers de l'I.S.E.A. Série F. N° 1, 1952.

analyses récentes d'économie internationale faites par G. MYRDAL, Th. BALOGH, R. PREBISCH confirment, d'ailleurs, les conclusions pessimistes de F. PERROUX, selon lesquelles les relations entre espaces inégalement développés ne peuvent être équilibrées par le simple jeu du marché qui tend au contraire à propager une aggravation des déséquilibres.

La critique du modèle libéral a été systématisée par les travaux des auteurs d'obédience marxiste qui préconisent des solutions radicalement différentes de celles des néo-classiques.

II - L'ANALYSE MARXISTE DU SOUS-DEVELOPPEMENT

La théorie qui recueille la plus grande adhésion parmi les dirigeants africains est l'approche suivie par de nombreux auteurs marxistes (1). Elle se réfère au phénomène structurel de "blocage de croissance" défini par F. PERROUX. Si l'on peut considérer que l'analyse marxiste apporte un élément d'explication, elle ne présente pas de solution réaliste aux problèmes qu'elle soulève.

1) Le sous-développement est le résultat d'un "échange inégal"

Ils démontrent que le sous-développement est le produit du système de relations économiques internationales imposées par les pays capitalistes après leur révolution industrielle au reste du monde non industrialisé.

D'après Samir AMIN par exemple, les relations entre les espaces du monde développé (le centre) et ceux du monde "sous-développé" (la périphérie) se soldent par

(1) Les analyses les plus connues sont celles de G. de BERNIS, S. AMIN, CH. BETTELHEIM, A. GUNDER FRANK, A. EMMANUEL.

des flux de transferts qui se font à sens unique, au bénéfice du centre. La dépendance extérieure serait à la fois l'origine et la résultante de la "désarticulation qui empêche le développement d'un secteur quelconque d'avoir des effets d'entraînement sur les autres. Ces effets sont transférés à l'extérieur, dans les pays fournisseurs : les secteurs de l'économie sous-développée apparaissent comme des prolongements de l'économie développée dominante"(1).

Le "pillage" qui résulte de cette domination du centre se manifeste sous la forme :

1) D'une détérioration des termes de l'échange (accroissement du prix des produits manufacturés importés plus rapide que celui des produits agricoles exportés).

2) D'un prélèvement continu sur le produit du travail des populations sous-développées à cause des salaires insuffisants payés par les firmes plurinationales aux travailleurs indigènes.

3) D'une dépendance financière "de plus en plus lourde" du fait que les investissements de capitaux étrangers engendrent "automatiquement un reflux inverse de transferts de profits supérieur à celui des investissements extérieurs". Ces surprofits sont dûs à la détermination monopoliste de prix artificiellement élevés et à l'évasion fiscale.

4) D'un déficit des échanges extérieurs dans la mesure où les profits et l'épargne des travailleurs sont destinés à être rapatriés tandis que leurs achats sont affectés principalement à l'acquisition de biens importés. De même, l'adoption du modèle de consommation des occidentaux par une minorité de la population se traduit par

(1) Samir AMIN : "L'accumulation à l'échelle mondiale"
op. cit. p. 27.

l'achat de la majorité des inputs et des biens d'équipement dans les pays industrialisés.

5) La domination par les firmes multinationales entraîne des équipements "capital intensive" conçus en fonction du niveau de développement des économies les plus avancées. Les investissements étrangers visent donc à favoriser le plus d'économie de main-d'oeuvre possible, ce qui ne permet pas de résoudre le problème de l'accroissement massif du chômage urbain, et le sous-emploi en général aura tendance à croître.

L'interprétation que font ces auteurs du phénomène du sous-développement les conduit à affirmer, selon l'expression de Samir AMIN : "Alors qu'au centre la croissance est développement, c'est-à-dire qu'elle intègre, à la périphérie la croissance n'est pas développement, car elle désarticule. Au sens propre, à la périphérie, la croissance, fondée sur l'intégration au marché mondial, est développement du sous-développement" (1).

2) Les solutions préconisées ne paraissent pas réalistes

L'analyse marxiste conduit à rejeter le modèle d'accumulation du capital fondé sur la dépendance provoquée par l'insertion dans le marché mondial des espaces périphériques.

Ces auteurs n'excluent "ni le maintien de rapports commerciaux avec les divers pays impérialistes, ni même éventuellement l'acceptation de crédits provenant de ces pays". Mais ils soutiennent que l'une des conditions du progrès économique et social est l'indépendance économique qui "signifie l'expropriation du grand capital étranger, la nationalisation des plantations, des mines, des banques et des autres entreprises qui appartiennent à ce

(1) Ibid, p. 29.

capital. L'accession à l'indépendance économique signifie aussi une modification profonde des rapports monétaires, douaniers, financiers et commerciaux qui lient chaque pays dépendant à telle puissance ou tel groupe de puissances impérialistes. C'est là une condition du progrès rigoureusement inverse de celles que préconisent les théoriciens du prétendu "sous-développement", lorsqu'ils déclarent que seul un recours croissant au capital et aux investissements étrangers permettrait aux pays dépendants d'accélérer le développement de l'économie" (1).

Mais, comme l'a montré Ph. AYDALOT, l'inégalité que ressentent les économies sous-développées dans leurs relations avec le centre, "ne repose pas seulement sur des prix inégaux, sur un rôle institutionnel dominant des grandes firmes capitalistes, sur un "pillage direct", mais au fait que "les technologies avancées sont localisées dans les pays développés" (2).

Si le sous-développement dépend d'un "hiatus technologique" qui différencie les espaces alors, toujours selon Ph. AYDALOT (3) "les nationalisations, les réactions dites révolutionnaires ou anti-impérialistes ne changeront pas grand chose" à la réalité du sous-développement. Il faudrait pour cela que les mesures prises soient capables de se traduire par une meilleure répartition des technologies avancées et par une homogénéisation de l'efficacité de ces techniques à l'intérieur des différents espaces.

N'est ce pas d'ailleurs l'objectif que propose d'atteindre Samir AMIN lorsqu'il affirme que rejeter l'ouverture extérieure cela signifie principalement : "l'organisation du transfert progressif de la population active

(1) Charles BETTELHEIM : "Planification et croissance accélérée", op. cit. p. 43.

(2) Philippe AYDALOT : "Dynamique spatiale et développement inégal". *Economica*. 1976. p. 321.

(3) *Ibid*, p. 321.

des secteurs à faible productivité vers ceux à forte productivité, notamment de l'agriculture - et particulièrement de l'agriculture de subsistance - vers l'industrie moderne, secondairement l'amélioration de la productivité dans les secteurs à faible produit par tête" (1). Les choix du développement devront être orientés de manière à créer "des ensembles industriels intégrés constitués d'activités complémentaires autour de pôles de développement".

Mais, peut-on créer de tels complexes dans les conditions de petits pays tels que la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Cameroun ou le Ghana, par exemple, si "la rupture avec le marché mondial est la condition première du développement" ?

Samir AMIN reconnaît lui-même que dans le cas de "petits pays", le problème du sous-développement ne peut être définitivement dépassé que dans le cadre d'un système mondial rénové radicalement, d'une société socialiste planétaire. N'est-ce pas admettre que les pays sous-développés, aux potentialités très limitées, sont placés devant des conditions objectives qui les dépassent, dès lors qu'ils envisagent de sortir du modèle capitaliste "périphérique" ?

Cette vision d'un monde réconcilié où les frontières nationales sont abolies, où les échanges améliorent le bien-être de tous indépendamment de leur taille ou de leur niveau de développement tombe dans le piège de l'équilibre optimal final, utopiste, il faut bien l'admettre, dans les conditions actuelles.

Sans aller jusqu'à cette communauté mondiale, ne pourrait-on concevoir une intégration qui débiterait au niveau d'économies sous-développées ? Mais, comme le dit C. FURTADO, l'"union douanière de petits pays peut intensifier leur développement industriel pendant une certaine

(1) Samir AMIN : op. cit. p. 38.

période, mais elle n'évite pas que se posent les mêmes problèmes de tendance à la stagnation qu'ont connus des pays sous-développés moyens et grands, une fois épuisées les possibilités de substitution d'importations" (1).

Pour les Etats ayant la dimension des petits pays africains le recours au commerce extérieur restera toujours une nécessité à cause des avantages que procurent les économies de dimension. Ceci est tellement vrai que même des pays européens dont le revenu par tête d'habitant compte parmi les plus élevés du monde, les pays scandinaves ou la Suisse, par exemple, ont dû cantonner leur production industrielle dans quelques secteurs de pointe (2).

Par ailleurs, l'analyse historique des révolutions socialistes montre qu'elles ont toujours comporté un programme de nationalisations, avec expropriation des capitalistes industriels et des gros propriétaires fonciers, permettant de créer les conditions de la direction par l'Etat des activités économiques et de jeter les bases de l'accumulation nationale du capital. Quand ces bases sont insuffisamment développées, comme en Afrique noire, on pourra peut-être bâtir une économie sur des ressources nationales, mais on sera incapable de dégager suffisamment de surplus exportables pour se procurer certaines importations indispensables.

On est donc condamné soit à remettre en cause le fonctionnement global de son système économique en organisant le repli sur soi dans la pauvreté, si ce n'est la misère, soit à accélérer le processus d'intégration internationale avec l'espoir que le rythme du développement national suivra.

(1) C. FURTADO : "Théorie du développement économique" p. 249
(1) B.U.E. 1970.

(2) La Norvège par exemple ne compte aucune usine de fabrication ou de montage de voitures.

III - QUELLE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT POUR L'AFRIQUE ?

Les deux grandes théories que nous venons de présenter sont remises en question par les travaux actuels concernant l'analyse économique spatiale (1).

Cette nouvelle approche "repose sur l'argument que l'organisation spatiale des variables économiques (agents, équipements de production, de résidence, de communication) n'intervient pas de façon secondaire dans les processus de croissance, mais d'une façon essentielle"(2).

On est, de ce fait, conduit à abandonner l'optique de la théorie économique traditionnelle, pour qui la nation constitue le cadre spatial privilégié, et à lui substituer un ensemble d'espaces liés. L'analyse spatiale montre, en effet, que les sous-ensembles urbains, régionaux, nationaux et supranationaux sont hiérarchisés et polarisés sous l'effet de relations économiques et humaines asymétriques qui permettent à l'ensemble dominant d'exercer une influence ou un pouvoir sur l'ensemble dominé, sans que la réciproque le soit dans des proportions comparables (3).

1) Les forces favorables à l'interdépendance des systèmes

Dans les régions industrialisées, l'intégration entre les différents espaces est à l'origine de puissants mécanismes de croissance qui agissent par la demande, par le transfert de facteurs capitalistiques, par la transmission des innovations. La source de ce dynamisme généralisé réside dans les "régions foyer" que sont les grands pôles urbains-industriels capables d'autodéveloppement.

(1) cf. en particulier les ouvrages de base et les travaux actuels cités par :

J.C. PERRIN : "Le développement régional", Coll. SUP, PUF, 1974, p. 5-6.

(2) J.C. PERRIN, *ibid.*, p. 6

(3) cf. F. PERROUX : "L'Economie du XXe siècle" PUF. 1967. p. 166.

La chance des régions périphériques réside dans le fait que ce type de développement qui a pris naissance dans les "régions foyer" a besoin pour se développer d'élargir constamment ses bases géographiques pour quatre raisons majeures :

- l'intensité capitaliste croissante du processus de production exige d'étendre la dimension des marchés pour bénéficier d'économies d'échelle ;

- ce mode de croissance fait appel à de fortes consommations de matières premières et d'énergie dont certaines font gravement défaut aux régions du centre ;

- des déséconomies externes contribuent à augmenter les coûts de production et à créer des nuisances dans les zones surconcentrées ;

- enfin, la progression technologique des "régions-foyer" dépend du processus de "filtrage", c'est-à-dire de la possibilité qu'a le centre d'expulser les activités qui deviennent "mûres" pour les remplacer par des activités de points dont la productivité est supérieure dans les conditions de production du centre (1).

En ce milieu du XXe siècle, le contrôle des marchés et la propriété des facteurs de production sont dominés par quelques grandes sociétés multinationales.

L'analyse des stratégies des grandes groupes montre que l'existence de disparités internationales dans les dotations en facteurs de production est à l'origine du processus de multinationalisation des firmes qui "par l'intermédiaire de leurs structures organisationnelles intégrées

(1) cf. J.L. DESTANDAU et alii : "Organisation des grands groupes industriels et choix de localisation". Beru, 1975.

peuvent combiner les "avantages" offerts par les différents espaces nationaux" (1).

L'analyse du comportement des firmes multinationales révèle aussi que les filiales ont accès au réservoir de technologie et de "know-how" de leur maison mère, qu'elles profitent de l'image de leur société sur le marché financier ou auprès des banquiers pour emprunter, qu'elles utilisent l'expérience du groupe quand elles lancent un nouveau procédé technique, garantissent de meilleurs cadres et de meilleurs ingénieurs...(2).

Cependant, au cours des décennies précédentes, on avait dû constater, aussi bien en Afrique qu'en Amérique latine, que les relations entre espaces trop déséquilibrés était plus souvent à l'origine de blocages que d'effets de croissance.

2) Les forces défavorables à l'intégration des systèmes

Le type d'organisation spatiale qui a pris naissance dans les pays industrialisés, caractérisé par sa forte concentration et intégration, a fait apparaître dans ces économies un "bien supérieur collectif", "indivisible" et "hors marché" que la littérature économique courante qualifie "d'externalités" et que J.C. PERRIN définit sous l'expression de "capacités créatrices". Les externalités résultent d'"un ensemble macroéconomique formé d'activités et de groupes socio-professionnels à la fois diversifiés et complémentaires : certains groupements et ordonnancements dans l'espace d'équipements productifs, résidentiels, de communication, associés à un système socio-culturel qui favorise la communication concrète et réduit la ségrégation, rendant cet ensemble plus apte à l'invention comme à la mise en oeuvre de technologies, de spécialisations,

(1) M. DELAPIERRE, C.A. MICHALET : "Les implantations étrangères en France : stratégies et structures". Calmann-Lévy, 1976. p. 19.

(2) Ibid, p. 22.

de structures économiques plus efficaces" (1).

Ces externalités sont la principale cause des déséquilibres croissants entre le centre et la périphérie, et, expliquent la vision catastrophique des auteurs marxistes. Par suite des économies externes liées à ces avantages d'agglomération, les pays industrialisés sont parvenus à créer un "gap" technologique entre les espaces dits "développés" et "sous-développés". Cette "distance technologique" se mesure au niveau de l'épargne mobilisable, de la qualification de la main-d'oeuvre, de l'infrastructure et des capacités d'innovation. Elle constitue, selon Ph. AYDALOT, le principal frein à la mobilité des activités et des facteurs de production les plus progressifs du centre vers la périphérie. Autrement dit, les "bas salaires périphériques ne peuvent induire une délocalisation des activités murissantes que si la périphérie offre une possibilité suffisante d'adaptation aux techniques de production de ces activités" (2).

Or, la capacité d'innovation des régions avancées est telle que leur attraction sur les facteurs économiques des régions attardées ("brain-drain", fuite des capitaux et des entreprises) vient ajouter ses effets aux forces autocumulatives internes, ce qui contribue à amplifier les décalages structurels en leur faveur au détriment des régions à faible potentiel de production.

3) Le captage de l'innovation est la condition du développement à la périphérie

Si on analyse le sous-développement comme la moindre capacité d'un système à changer ses structures par rapport à d'autres systèmes au mode d'organisation plus "performant", la "promotion de capacités d'innovation" (3),

(1) op. cit. p. 7.

(2) cf. Ph. AYDALOT, op. cit. p. 319.

(3) cf. Bernard PLANQUE : "La diffusion du développement dans les espaces polarisés". in Cahiers d'Economie Politique. N° 2 et 3. C.E.R. Faculté d'Economie Appliquée d'Aix-Marseille. 1976. p. 89 à 126.

dans les régions en retard peut seule permettre à ces espaces de réunir les conditions d'un "décollage" dans une première phase, et d'un "développement autonome" dans une seconde phase si l'on se réfère à l'évolution historique des pays industrialisés.

Or, en ce milieu du XXe siècle l'innovation technologique est générée au niveau des firmes multinationales dont le potentiel de recherches, la richesse en personnel qualifié et en capitaux... d'un grand nombre d'entre elles, dépassent largement les potentialités des Etats dont la taille est égale à celle de la Côte d'Ivoire.

Il faut bien admettre que dans les conditions présentes, et, peut-être même pour longtemps, ces nations n'ont pas une capacité d'innovation autonome. Le problème principal du dynamisme économique dans ces pays semble donc se situer principalement au niveau du captage des innovations qui prennent naissance dans les économies industrialisées.

Mais, pour que l'innovateur accepte de transférer sa technologie, il faut que le milieu d'accueil lui offre une perspective de rentabilité supérieure à celle du lieu où il est implanté. En particulier, lorsqu'il s'agit d'un pays sous-développé l'entreprise doit prendre en compte :

- les divers risques politiques et sociaux,
- l'incertitude quant aux résultats de son activité dans un espace considéré comme "arriéré",
- les perspectives de croissance des marchés,
- les différences d'économies externes.

Dans les nouveaux Etats africains les éléments nécessaires à la production industrielle que les entrepreneurs sont habitués à trouver dans les "régions-foyer" faisaient le plus souvent défaut : fournisseurs, système bancaire

efficace, administration compétente, main-d'oeuvre qualifiée et habile, sous-traitants, transports et services tertiaires supérieurs adaptés.

A ces arguments s'ajoutent tous les facteurs d'immobilité du capital que l'on retrouve dans les économies industrialisées : existence d'indivisibilités au sein de l'entreprise, coût de la distance par rapport au siège central de la gestion, considérations psychologiques, inertie naturelle des hommes ...

Face à ces contraintes de rentabilité, les atouts naturels des pays d'Afrique noire sont liés principalement à la présence locale :

- de matières premières minérales et de produits agricoles tropicaux,
- d'une main-d'oeuvre abondante et bon marché,
- d'une structure urbaine souple par opposition à l'obsolescence et à la rigidité des conurbations occidentales,
- d'un retard à rattraper dans le secteur industriel ne serait-ce qu'en exploitant l'avantage du coût du transport,
- du faible coût de l'infrastructure économique et sociale par rapport aux pays industrialisés qui doivent prélever des impôts et taxes très élevés sur leurs entreprises.

Si la présence de ces avantages naturels en Afrique peut servir de base pour assurer un démarrage industriel, elle est loin d'être suffisante pour garantir la poursuite du processus d'industrialisation jusqu'à la phase d'auto-développement à cause des capacités de renouvellement du centre.

4) Le contrôle et l'intervention de l'Etat
sont indispensables pour maîtriser le développement

L'importance accordée aux économies externes comme facteurs d'implantation des entreprises "met l'accent sur les non-linéarités cumulatives, sur l'interdépendance des décisions de localisation, sur les discontinuités et les seuils critiques, toutes forces étrangères à l'optique du marginalisme néo-classique (1).

Ainsi, ce qui devient déterminant ce n'est plus le rôle des prix et des effets de substitution, mais la manière dont la croissance est engendrée à long terme par les "économies liées à la concentration spatiale", ce qui "implique l'extension de l'horizon temporel envisagé pour la réalisation d'une politique de développement" selon la note ASMODER.

La véritable solution au problème du sous-développement ne peut donc venir que d'une planification économique et spatiale qui soit capable de prévoir correctement les conséquences des changements de localisation. A ce titre, seule une organisation mondiale prenant en compte les coûts et avantages d'agglomération aussi bien dans les régions-foyer qu'à la périphérie, pourrait définir une stratégie universellement valable.

Mais on doit bien reconnaître que cette solution n'est pas réaliste, car dans le cadre des seuls espaces nationaux, la période de gestation plus longue des investissements à grande échelle pour les programmes d'infrastructures urbaines, le caractère généralement irréversible de l'investissement dans l'infrastructure, les difficultés liées à l'estimation des coûts-avantages de la dispersion et de la concentration, tout cela fait qu'il devient

(1) Note ASMODER : "Analyse Statistique et Modèles Appliqués au Développement Régional", INSEE, Marseille, N° 16, Juin 1975, p. 28.

presque impossible d'apprécier l'efficacité à longue portée d'une politique de planification physique dans une région développée (1).

Que penser alors de la validité des modèles mathématiques dans le cas d'un pays sous-développé tel que la Côte d'Ivoire en 1960 ? Quel pouvait être le sens de la programmation par inversion de matrices, par exemple, vu le niveau de structuration interne et de dépendance externe qui caractérisait cette économie. On pourrait citer de nombreux projets planifiés dans les "Perspectives Décennales" qui n'ont pas encore vu le jour (minerais de fer, pâte à papier, ...) alors qu'au contraire certaines activités (café, cacao, riz, ...), dont le déclin (ou la faible croissance) paraissait l'éventualité la plus probable, sont les supports actuels les plus importants du modèle ivoirien. Rappelons, par ailleurs, que les deux plus grandes opérations de développement (le port de San Pedro et le Barrage de Kossou) ont été décidées en dehors des instances de planification nationale.

On doit bien admettre que le rôle de la pression politique sera déterminant tant que les conditions ne seront pas remplies pour une planification intégrale.

Cette contrainte ne fait, à notre avis que renforcer la nécessité qu'il y a à prévoir à moyen et long terme les désajustements sectoriels, régionaux, financiers, humains, et liés aux opérations planifiées ou non, de manière à coordonner et orienter au mieux les capacités de réaction du milieu national aux influences externes. En effet, l'efficacité du marché concurrentiel suppose que les sous-groupes en présence disposent de potentialités relativement identiques, sinon tout le bénéfice du transfert des technologies se fera au profit exclusif du centre et, même, au détriment de la région d'accueil, compte tenu des

(1) cf. ASMODER : note citée p. 28.

déséquilibres cumulatifs (mouvements migratoires et commerciaux, flux financiers ...) qu'un tel transfert entraîne à la périphérie.

Malgré les imperfections de la planification, nous dirons qu'elle s'avère indispensable "pour promouvoir une stratégie permettant de tirer le meilleur parti des forces de diffusion et de limiter les effets de la concurrence sur les hommes, l'épargne et le capital ..." (1).

Aussi, la nécessité de mettre en oeuvre une gestion planifiée qui prenne en compte les décalages temporels entre les opérations mises en oeuvre, ou susceptibles de l'être, conduit-elle à abandonner l'approche statique et synchronique des auteurs classiques pour lui substituer son aspect dynamique et diachronique.

Dans ce domaine, on peut considérer que l'accès à l'indépendance politique a donné aux gouvernements africains des moyens d'action nouveaux qui peuvent être déterminants sur le choix d'implantation des firmes multinationales et sur la répartition des gains de la croissance. Parmi ces moyens on citera les prélèvements fiscaux et douaniers, les subventions et avantages fiscaux ou autres, les prises de participation, la mise en concurrence des firmes et des nations, les choix concernant l'infrastructure économique et sociale, l'action de formation du personnel local ...

Par ailleurs, les Etats européens se sont efforcés de développer l'aide publique en faveur de leurs anciennes colonies, afin que leurs principales réserves de matières premières et de produits tropicaux ne sortent pas de leur zone d'influence. Les jeunes Etats africains ont donc la possibilité de faire jouer la concurrence entre les différentes nations pour en retirer le maximum de surplus.

(1) cf. J.C. PERRIN, op. cit. p. 99.

Si le développement se situe dans un domaine de concurrence, le choix d'une politique de spécialisation internationale doit tenir compte du contexte propre à chaque Etat, constitué par les facteurs politiques, psychologiques, sociaux et économiques qui conditionnent l'importance des avantages comparatifs que pourra retirer le pays de ses échanges avec l'extérieur.

IV - QUELLE STRATEGIE POUR LA COTE D'IVOIRE ?

En 1960, l'espace économique de la Côte d'Ivoire était doté d'un groupe d'activités très peu diversifiées. A côté d'un secteur agricole prédominant se juxtaposait un secteur industriel embryonnaire et un équipement en services, commerces et transports minimum. Une telle structure économique de base ne pouvait à elle seule engendrer un groupement efficace dans le sens où nous l'entendons, c'est-à-dire une organisation spatio-économique intégrée et hiérarchisée.

La diffusion et l'amplification des effets de croissance n'étaient guère concevables à partir d'un modèle de développement indépendant et autocentré. Pour que le développement autonome cesse d'être une utopie, il faut au préalable que les différentes variables économiques atteignent une certaine taille et que les activités soient suffisamment diversifiées. C'est alors que pourront jouer pleinement les mécanismes de la croissance économique par l'intermédiaire :

- des processus cumulatifs d'accélération et de multiplication,
- de l'incitation à épargner et à investir,
- du jeu des économies externes.

La création d'un véritable pôle de croissance capable d'exercer des effets d'entraînement sur le reste de l'économie devait donc constituer l'objectif prioritaire des dirigeants ivoiriens.

Compte tenu du faible niveau des forces de production internes (absence d'une unité motrice de production, faible importance du marché, insuffisance de l'épargne, et de l'investissement) la naissance d'un centre moteur ayant la propriété de diffuser le développement était étroitement dépendante du degré d'ouverture vers l'extérieur.

C'est donc en fonction de l'aptitude qu'avait la Côte d'Ivoire d'accueillir les capitaux, les hommes, les entreprises, les technologies et les modes de vie d'un système dominant, en l'occurrence le système occidental, que devaient être déterminés aussi bien le choix des caractéristiques structurelles du pôle de développement que celui du rythme de croissance économique.

L'action de l'Etat est alors essentielle pour concevoir un modèle de développement qui soit capable d'entraîner l'adhésion des agents nationaux et des groupes étrangers dont on sollicite la présence :

- d'un côté, les initiatives que l'Etat peut prendre pour s'attirer l'approbation des ivoiriens seront d'autant plus assurées de succès que les effets attendus sur l'augmentation de leur niveau de vie seront élevés ;

- d'un autre côté, les sociétés multinationales disposent au départ d'une autonomie presque totale vis-à-vis de la politique économique de l'Etat ivoirien. Le seul moyen dont on dispose pour les attirer est de leur offrir des avantages supérieurs à ceux qu'ils escomptent obtenir dans les Etats concurrents.

C'est de l'antagonisme entre ces deux contraintes que va résulter l'ambiguïté de toutes les politiques de développement des pays africains et à laquelle n'échappe pas la Côte d'Ivoire.

Mais, si ce pays a réussi mieux que ses voisins à assurer sa croissance économique, c'est indéniablement parce qu'il est parvenu à s'attirer dans une plus forte proportion les facteurs de production qui lui faisaient défaut. Cette réussite n'est-elle pas due au fait que :

- d'une part, le gouvernement ivoirien n'est pas tombé dans le piège d'un nationalisme outrancier qui caractérise certaines nations africaines. Mais, au départ sa liberté de manoeuvre était peut-être supérieure à celle de ses homologues africains dont la population nationale était plus avancée sur le chemin du développement.

- d'autre part, le gouvernement n'est pas tombé non plus dans l'autre piège que constitue la confiance béate aux mécanismes du marché et à l'ouverture extérieure.

Il faut donc se demander si le "miracle" ivoirien ne résulte pas effectivement d'une bonne gestion économique qui aurait permis de mettre en place des structures de développement efficaces ?

Notre critère d'efficacité repose sur la combinaison des opérations qui favorisent à moyen ou long terme l'intégration et la complémentarité entre les différents sous-ensembles régionaux, nationaux ou internationaux. Ce critère nous empêche de définir arbitrairement des priorités économiques au niveau du choix des pôles de croissance, de la répartition des activités par grande branche, des spécialisations industrielles, des méthodes de production, etc.

Ces options sont affaires de circonstances. Si, historiquement l'industrialisation a servi de base au

démarrage des pays développés, et si à long terme elle est indispensable pour assurer un développement autocentré, à moyen terme son rythme de développement, et les différents choix qui en découlent doivent tenir compte de deux effets inverses :

- d'un côté, le secteur industriel a des capacités spécifiques d'engendrer des déséquilibres qui sont susceptibles d'être utilisés comme courroies de transmission entraînant une réaction favorable des forces vives de la nation ;

- d'un autre côté, les contradictions qui en résultent, si elles sont trop fortes, risquent de bloquer la croissance. Ainsi, par exemple, si l'on cherche à implanter en Côte d'Ivoire un type d'industries dont les conditions locales de production ou de marché ne peuvent garantir une Bonne productivité, faudra-t-il accorder des avantages aux entreprises capitalistes du monde développé pour qu'elles acceptent de se délocaliser. Le coût économique que cela représente va être supporté soit par les agents nationaux soit par les agents étrangers lorsque l'on parvient à faire jouer la solidarité internationale. Si ce coût économique dépasse les capacités de réponse des groupes sur lesquels repose son financement, la périphérie perdra son aptitude à accélérer et à élargir les déplacements spatiaux d'activités. Le blocage risque d'être définitif s'il se produit avant que la Côte d'Ivoire ait atteint le seuil à partir duquel le tissu urbain-industriel est suffisamment diversifié et complémentaire pour que les capacités de croissance soient autonomes et continues.